FRONT DE GAUCHE - TRAIT D'UNION -
Lettre d'information et de débat
gauche UNITAIRE · LA FÉDÉRATION pour une alternative sociale et écologique www.lafederation.org · gauche anticapitaliste courant unitaire pour l'écosocialisme www.gauche-anticapitaliste.org · République & Socialisme · les alternatifs SOLIDARITÉS ÉCOLOGIE FÉMINISME AUTOGESTION · convergences et alternative COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE

1er et 5 mai, l'alternative à gauche reprend la rue!

Rarement un gouvernement de gauche aura fracassé si vite les espoirs de changement attendu par ceux qui ont chassé Sarkozy, sa politique et son «bling-bling». L'affaire Cahuzac amplifie une profonde crise politique et démocratique, et sonne comme un désaveu de toute la politique du gouvernement. Car le grand «scandale», ce sont les 20 milliards de cadeaux aux patrons au nom de la compétitivité, les reculades dans la taxation des plus riches, des grands travaux inutiles imposés, l'acceptation des désidératas du Medef pour mieux licencier, le refus d'une prise de contrôle des entreprises des patrons voyous à PSA, Florange, Petroplus... Quand en plus, celui qui était chargé, au gouvernement, d'exécuter un budget d'austérité plutôt que de lutter contre la fraude fiscale, se révèle lui-même être un fraudeur, le système est mis à nu.
Le déni démocratique devient gigantesque quand on rappelle que 590 milliards d'avoirs français, placés dans les paradis fiscaux, échappent à l'impôt... Si un ministère du Budget faisait rapatrier la valeur annuelle de cette fraude fiscale, qui s'élève à 80 milliards d'euros, il n'y aurait plus de déficit budgétaire... Déni démocratique encore, quand, à l'ombre de l'affaire Cahuzac, dans le silence organisé des médias, le gouvernement s'entête à faire adopter, avec la complicité de la droite, une loi sur l'ANI qui remet frontalement en cause les droits des salariés, comme aucun autre gouvernement n'a osé le faire.
Profitant de cette crise, c'est une droite radicalisée, héritière de Thatcher, qui hurle et vocifère pour en finir avec les acquis sociaux et démocratiques, et avance des solutions impliquant un vrai recul de civilisation. En s'alliant avec l'extrême droite, elle mobilise dans la rue contre l'égalité des droits. Agressions homophobes, débordements des groupes d'ultra-droite, harcèlement d'élus à leur domicile, langage de guerre civile, certains réactivent une fantasmagorie évoquant février 1934. Il reste à leur opposer l'ambition d'un nouveau Juin 1936, comme à l'époque du Front populaire, qui vienne écarter les relents nauséabonds de cette crise, et redonne un vent porteur pour une issue à gauche. Il y a donc urgence à reprendre la rue à la droite, et rassembler pour une alternative à gauche.
Le 1er Mai se situera dans la continuité des mobilisations qui se sont opposées aux choix d'un gouvernement accroché à l'orthodoxie du libéralisme. Et ce sera l'occasion de réaffirmer les solidarités internationales du monde du travail, notamment avec ceux qui croulent sous le poids des politiques aveugles de l'Union européenne.
Le 5 mai, avec le Front de gauche, doit être l'occasion d'un rassemblement du peuple de gauche qui ne se reconnaît pas dans la politique menée, et qui aspire à un changement radical de politique, contre la finance et l'austérité.
La crise de représentation politique est d'une telle ampleur qu'elle appelle à une refonte du cadre institutionnel, vers une 6e République démocratique, écologique et sociale, celle de l'égalité des droits : le droit au mariage pour tous et toutes, le droit de vote aux étrangers, le droit des salariés dans l' entreprise, le droit au logement, à la santé, à un environnement protégé... C'est l'exact opposé du populisme des droites extrêmes, cocardier et xénophobe, qui commence toujours par désigner des boucs émissaires pour défendre un système à bout de souffle.
Le Front de gauche a pris l'initiative le 5 mai. Il doit avoir la volonté d'impulser un rassemblement, plutôt qu'un ralliement, bien au-delà de ses propres forces, vers le mouvement social, les forces de gauches et écologistes qui partagent ces objectifs. Ce doit être le début d'une mobilisation élargie pour construire, autour d'une autre politique, une nouvelle majorité qui gouverne vraiment à gauche, contre la droite, l'extrême droite et le Medef.

Contre la finance et l'austérité
Marche citoyenne pour la 6e République
Dimanche 5 mai 2013
BASTILLE 13h30

SOMMAIRE

n°4 | 1er mai 2013

p.2 Hollande et la finance, un mariage inavoué
p. 3 Austérité, à gauche, l'heure est à la clarification.
Droite, extrême droite, il s n'ont rien oublié
p. 4 Évasion fiscale : que faire ?
p. 5 Demonarchiser la République
p. 6 Un FSM réussi, dynamique, impacté par le processus révolutionnaire tunisien
p. 7 Écho : compte-rendu de la réunion du 20 avril
p.8 Construire une alternative sociale, anticapitaliste et démocratique ...

Hollande et la finance, un mariage inavoué

L'affaire Cahuzac est d'autant plus mal perçue que le gouvernement n'a pris aucune mesure contre la finance que Hollande dénonçait pourtant lors de la campagne. Il est temps de mener une politique qui redonne une place centrale au peuple.

Photothèque Rouge/JMB

« *Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des États.* » François Hollande discours du Bourget pendant la campagne présidentielle.

Un an plus tard, la finance règne toujours sur le monde, l'Europe et la France, l'affaire Cahuzac vient témoigner des rapports consanguins entretenus entre les milieux d'affaire et les dirigeants du Parti socialiste. Le ministre chargé d'imposer l'austérité était donc lui-même un fraudeur. La politique libérale menée par le gouvernement n'a ni jugulé les paradis fiscaux ni imposé des règles d'harmonie fiscale sur le plan européen. Les banques françaises continuent de placer une partie de leurs avoirs dans ces places offshore. La loi bancaire ne tire aucune leçon de la crise de 2008 tandis que les hommes de Goldman Sachs, la banque d'affaires américaine, continuent de placer les leurs au cœur des gouvernements européens jusqu'à recruter Sarkozy, l'ancien président chassé du pouvoir le 5 mai dernier. Rien n'est fait contre les dizaines de milliers de fortunés qui comme Cahuzac ont placé en Suisse ou ailleurs leurs avoirs pour échapper au fisc. Jamais un gouvernement de gauche ne se sera plié aussi vite aux exigences du capital financier. C'est pourquoi la colère est aussi forte, tant apparaît cruel l'écart entre le discours et la réalité des politiques menées. Dès lors, la communication remplace l'absence de mesures sous la forme d'une journée des patrimoines, une opération transparence, vécue pourtant comme un voyeurisme insupportable, par la droite (entre autres). Henri Guaino menace, même, de renoncer à la vie politique s'il se trouvait contraint de déclarer son patrimoine !

Marine Le Pen se gausse d'une « *course à la pauvreté* » alors que les rapports entre l'argent et Jean-Marie Le Pen n'ont cessé d'être très étroits tout au long de sa carrière politique.

Ce grand déballage voulu par Hollande ne règle rien des rapports entre la politique et la finance. Ce n'est pas en faisant l'inventaire des filiales des banques dans les paradis fiscaux que ceux-ci vont disparaître. Rien dans ce dispositif ne permet de lutter contre l'évasion fiscale.

Ce sera le constat que le gouvernement et, sans doute, la représentation parlementaire ultérieurement, comptent une faible représentation des classes populaires.

Élargir la mobilisation

La crise ouverte de confiance devrait inciter à changer radicalement les conditions d'exercice des responsabilités politiques. Quelques propositions non exhaustives pour amplifier la mobilisation pour la marche du 5 mai et le processus de propositions et de mobilisations pour changer de régime qui doit s'élargir.

Seule la représentation proportionnelle intégrale permettrait de mettre fin à ce déni de démocratie car le scrutin majoritaire est une machine à broyer et à maintenir à l'écart les petites formations politiques.

La politique doit cesser d'être un métier. Il faut limiter les mandats successifs, à deux ou trois, avant le retour à une activité professionnelle, et limiter la salaire d'unE éluE au salaire moyen. Depuis des années, le sentiment de moins en moins diffus que les hommes et les femmes politiques sont très loin des préoccupations des citoyens, et au contraire, tirent bénéfice de leur position d'éluE se généralise.

Accorder les droits de citoyenneté à tous les niveaux à l'ensemble de celles et ceux qui vivent et travaillent ici.

L'activité politique doit être au service de tous ce qui veut dire qu'il faut mettre fin à toute politique d'austérité qui n'a pour but que de détruire les droits sociaux, les services publics, les emplois, pour satisfaire les capitalistes et les marchés financiers. Et s'engager résolument dans la redistribution des richesses, la lutte contre le chômage et la précarité.

Pierre-François Grond
(Gauche anticapitaliste)

Austérité, à gauche l'heure est à la clarification

«*Je ne veux pas être le Premier ministre d'un tournant de l'austérité parce que la politique que nous aurions engagée au début du quinquennat aurait été un échec*»[1], c'est ainsi que Jean-Marc Ayrault débutait le rentrée sociale. Et pourtant !

Refuser l'austérité en Europe et en France

Ces dernières semaines ont vu l'unité autour du gouvernement se fissurer encore un peu plus. La rencontre de «l'affaire Cahuzac» avec une politique antisociale ponctuée par l'Accord national interprofessionnel, l'impossibilité de prendre une mesure contre les plans de licenciements boursiers et la poursuite incessante de l'objectif des 3 % de déficit public par le pouvoir a renforcé un climat délétère. La logique implacable, induite par cette volonté de «compromis historique» entre la gauche et le patronat pour sortir «la France du déclin» renforce la contestation jusque dans les rangs des partis de gouvernement.

Au sein même du gouvernement, l'orientation suivie commence à faire débat. Les prises de position remettant en cause l'austérité de Benoît Hamon, Arnaud Montebourg ou Cécile Duflot en sont le reflet. Mais la réponse d'Hollande et Ayrault a été sans appel : en avant toute vers le gouffre de l'austérité !

Construire les majorités politiques et sociales pour une autre politique

Le Front de gauche doit se saisir des occasions pour montrer qu'une autre politique est possible. Sur l'ANI, en dépit de menaces à peine voilée de Bruno Leroux, patron des socialistes à l'Assemblée, (*« Personne n'est obligé d'appartenir au groupe socialiste. »*), le vote d'une fraction de députés socialistes traduit le refus de cette politique qui va à l'encontre des intérêts de ceux qui les ont élus : 6 contre, 35 abstentions. Quand à Europe Écologie-Les Verts, 16 de ses députés se sont abstenus et ont refusé de cautionner l'accord «Made in Medef».

Reste que le lien entre la bataille parlementaire et la mobilisation populaire pour une autre politique est toujours à construire.

Marie Pierre Toubhans (Gauche unitaire)

1. Émission «Tous politiques» de France-Inter/AFP/*Le Monde*

Droite et extrême droite, ils n'ont rien oublié et beaucoup appris

Au-delà de l'émergence médiatique de tel ou tel porte-parole ou mouvance, il convient de prendre la mesure de ce qui se passe à droite. Différents éléments indiquent que la recomposition à droite commencée lors de la campagne Sarkozy de 2012 se poursuit. Dans le contexte de la crise sociale, politique et morale, elle dessine un paysage nauséabond qui montre l'ampleur des enjeux pour la gauche.

Le premier élément est la poursuite de la crise organisationnelle de l'UMP : les difficultés à trouver des têtes de liste pour les municipales montrent les éléments de délitement de cette organisation. Le second est qu'en son sein le courant le plus actif, la Droite forte, se situe dans la ligne directe de la campagne de l'UMP de 2012, avec le soutien de Patrick Buisson, de Claude Guéant etc. Le troisième élément est la remobilisation de la base sociale conservatrice et catholique, avec des passerelles vers l'extrême droite et le soutien de l'Église catholique qui est en train de réinvestir ses cadres d'influence sociale. Le quatrième élément est que le mouvement d'opposition au mariage pour tous, toujours plus radicalisé, légitime les paroles et les actes les plus réactionnaires, allant jusqu'aux agressions homophobes et la tenue de discours venant directement de la contre-réforme. Le cinquième élément est l'impact toujours plus important du Front national, toujours plus apte à dévoyer la colère populaire. Selon les sondages, environ un tiers des Français sont sensibles au discours du FN. Le tout dans un climat qui entretient un discours de violence où affleurent dans les esprits les images du 6 février 1934. À droite et à l'extrême droite, on avance vite. L'ensemble de ces éléments pointent un véritable danger, celui d'un programme de régression de civilisation. Cela indique clairement les enjeux pour la gauche. Face à une droite et à une extrême droite remobilisées, il faut construire une gauche à la hauteur en faisant renaître un espoir politique qui aujourd'hui fait cruellement défaut.

Vincent Boulet (Gauche unitaire)

Évasion fiscale : que faire ?

Des milliards d'euros échappent à l'impôt dans chaque pays pour s'envoler dans les « paradis fiscaux ». De nombreux syndicats et associations ont publié une pétition demandant au président de la République de prendre des mesures.

L'affaire Cahuzac a mis en lumière non seulement le mensonge d'État mais aussi les milliards d'euros qui échappent à l'impôt dans la plupart des pays. Rappelons que depuis des années, en France, plusieurs syndicats et mouvements comme Attac membre de la plateforme « paradis fiscaux et judiciaires[1] » ont dénoncé ces faits, chiffres et preuves à l'appui. Ils affirment que *« L'expression* paradis fiscal *évoque une île enchanteresse, avec du soleil et des palmiers, située au bout du monde et où quelques milliardaires s'enrichissent en dormant : en un mot, rien qui semble nous concerner. Mais cette vision première est à la fois trompeuse et nocive car les capitaux qui se pressent vers les paradis fiscaux sont de plus en plus importants. La moitié des flux financiers internationaux transite désormais par ces places, leurs origines sont de plus en plus variées et les conséquences de cette situation sont dramatiques à maints égards. »*
Il faut la rapprocher de la notion de « fraude fiscale », bien que selon le pays d'origine et la méthode utilisée, l'évasion fiscale puisse être légale, contrairement à la fraude qui est par définition illégale ; l'évasion fiscale est alors synonyme d'évitement licite de l'impôt (y compris en restant dans son pays, par exemple par l'exploitation de niche fiscale), de l'optimisation fiscale ou, en droit américain, de *tax avoidance*.
Aujourd'hui l'évasion et la fraude fiscale pour un pays comme la France sont estimées entre 60 et 80 milliards et 20 milliards pour la Sécurité sociale. Récupérer ces sommes permettrait d'amoindrir considérablement le déficit budgétaire et de sortir du carcan de l'austérité. Or les politiques d'austérité mises en œuvre en Europe sous l'impulsion de la Troïka et appuyées par la France et l'Allemagne sont des choix idéologiques s'inscrivant dans la pensée néolibérale. Attac a lancé une pétition qui propose des mesures immédiates. (voir encadré). Il nous semble aussi qu'il faut harmoniser les politiques fiscales en Europe et premièrement dans la zone Euro pour commencer à mettre un terme à la concurrence fiscale qui bâillonne les politiques sociales.
Recruter des agents des impôts en nombre suffisant, donner plus de moyens à l'administration fiscale et renforcer les sanctions pénales permettraient dans un premier temps d'agir concrètement.
Deuxièmement la France a les moyens politiques de faire adopter au niveau européen des règles communes qu'elle doit appliquer immédiatement au lieu de proposer des mesures « poudre aux yeux » qui ne s'attaquent pas au mal à la racine.

Daniel Rome (Fase-ACU)

1. http://www.france.attac.org/livres/paradis-fiscaux-et-judiciaires-cessons-le-scandale

Photothèque Rouge/CG

Pétition Attac

Lettre ouverte à François Hollande
Monsieur le président,
L'affaire Cahuzac révèle brutalement à tous les citoyens la négligence et même la complaisance de nos dirigeants vis-à-vis de l'évasion fiscale.
Pourquoi l'administration fiscale a-t-elle perdu 25 000 agents depuis 2002 ? Pourquoi le nombre de vérifications approfondies de situations personnelles a-t-il chuté de 12 % entre 2006 et 2011 ? Pourquoi laisse-t-on chaque année 60 à 80 milliards d'euros échapper à l'impôt, tout en prétextant les déficits publics ainsi creusés pour sacrifier les retraites, les allocations sociales, les emplois publics, les investissements écologiques d'avenir ?
M. le président, assez de discours, prenez sans tarder cinq mesures clés pour en finir avec la complaisance :
• **embauchez sous 12 mois au moins 1 000 agents de contrôle fiscal** pour renforcer les 5 000 vérificateurs actuellement en poste. Chacune des nouvelles recrues rapportera à l'État au moins 2,3 millions d'euros par an grâce aux redressements fiscaux opérés, soit 40 fois le montant de son traitement !
• **exigez des banques la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger.** La loi FATCA oblige depuis début 2013 tous les groupes bancaires opérant aux États-Unis à communiquer sur demande du fisc américain les données concernant ses ressortissants : ce n'est qu'une simple question de volonté politique !
• **établissez, en lien avec les associations spécialisées, une liste crédible des paradis fiscaux,** ces trous noirs de la finance occulte et de la corruption ;
• **donnez 12 mois aux banques opérant en France pour fermer leurs filiales dans ces territoires,** sous menace de retrait de la licence bancaire. Les banques françaises ont 527 filiales dans les paradis fiscaux dont 360 pour la seule BNP Paribas !
• **imposez le « reporting par pays » aux multinationales établies en France :** cette transparence sur le chiffre d'affaires, les bénéfices et les impôts payés dans chaque pays permettra au fisc de déjouer les manipulations des prix de transfert entre filiales des multinationales et d'en finir avec l'évasion fiscale qui permet à Total ou Google de ne payer quasiment aucun impôt sur les bénéfices.
Le changement, c'est maintenant ou jamais !

Démonarchiser la République

Au rebours de notre legs républicain depuis la Révolution française, la Ve République – dont la dégénérescence oligarchique est aujourd'hui patente – renoue avec la tradition monarchique. D'où la nécessité d'une nouvelle République fondée sur les principes de souveraineté populaire et d'équilibre des pouvoirs.

La Ve République porte les stigmates de sa singularité dans notre histoire constitutionnelle. En plaçant à sa tête un véritable chef de l'État, clé de voûte des institutions et élu au suffrage universel direct depuis 1962, elle tente de concilier deux principes antagonistes que l'on traduit souvent par un oxymore qui révèle sa nature hybride : la Constitution de 1958 est une « monarchie républicaine ». Monarchie, certes, mais élective disent sous forme de pirouette ses thuriféraires ! Or, au-delà du paradoxe, n'est-ce pas finalement d'une infirmité congénitale dont souffre la Ve République ?

Car force est de constater que la République s'est construite sous la Révolution française contre la monarchie. Antithèse de l'Ancien Régime, elle est née sans tête : elle est acéphale. Inversement, sous le règne des Capétiens, c'est le roi qui est la tête du corps mystique, du corps politique dont les trois ordres constituent traditionnellement les membres. Le roi est le *pater familias*, le père de la famille France et ses sujets lui doivent en conséquence obéissance et fidélité… On comprend dès lors pourquoi le régicide du 21 janvier 1793 peut être symboliquement interprété comme un parricide en ce qu'il procède à la décollation du roi de l'État. Le roi n'incarne plus la communauté politique. Il n'est plus l'État. La Nation, tel Œdipe, a tué le père…

Dès 1792, la République est donc un régime de dépersonnalisation du pouvoir. Déliée de l'emprise royale, la communauté politique n'est plus verticalisée. Elle devient libre, autonome et souveraine. D'où le principe d'égalité républicaine. De la première à la IVe République, notre histoire constitutionnelle démontre que l'ADN du régime républicain est sa constante défiance à l'égard de la monocratie. Or la Constitution de 1958 rompt avec ce principe fondamental. Pour De Gaulle, en effet, *« un des caractères essentiels de la Constitution de la Ve République est qu'elle donne une tête à l'État »*[1]. Qu'est-ce à dire sinon qu'elle renoue avec le principe monarchique ?

De la « monarchie républicaine » à la social-république

Depuis la Révolution française, tous les régimes qui se sont succédé sont nés dans un état de crise : le fossé entre le « peuple légal » et le « peuple réel » qui fait basculer la monarchie de Juillet vers la IIe République, la défaite de Sedan pour la IIIe République, la crise algérienne en 1958…

Dans un contexte de crise sociale, économique, morale et politique, l'affaire Cahuzac n'est que le symptôme d'un régime hyper-présidentialisé et oligarchique, aujourd'hui, à bout de souffle. La société française est à un moment de rupture. Pour sauver la République, un changement de régime s'impose qui donne la prime à la souveraineté populaire en accordant enfin un véritable pouvoir d'investissement décisionnaire aux citoyens. Pour en finir avec le règne de la cupidité et le pouvoir prédateur de la finance qui érigent la corruption en système. Pour une éthique publique et un équilibre des pouvoirs fondés sur les principes de confiance et de responsabilité politique. Pour refonder le lien commun sur les valeurs de civilité, de fraternité et de solidarité. La VIe République n'est pas qu'une idée ou un esprit. C'est une exigence réelle et impérieuse, un rite de passage vers la social-république.

Pascal Morvan
(République & Socialisme)

1. Allocution télévisée du 20 septembre 1962.

Un FSM réussi, dynamique, impacté par le processus révolutionnaire tunisien

Avec des dizaines de milliers de participantEs, le Forum social mondial de Tunis a créé une dynamique qui va se poursuivre par des forums thématiques. Il manque cependant un espace en Europe pour construire des mobilisations et des revendications à l'échelle de ce continent.

Le FSM qui s'est tenu à Tunis du 26 au 30 mars 2013 a été incontestablement un succès. On dénombre un total de plus de 52 000 personnes inscrites accueillies et guidées par plus de 2 000 bénévoles la plupart étudiantEs. En tout 5 082 organisations du mouvement social du monde entier ont participé.

Les Tunisiennes et les Tunisiens étaient de loin les plus nombreux à ce FSM fortement médiatisé localement confirmant son ancrage auprès de la population. Les autres participants provenaient majoritairement d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Europe.
La faible représentation des pays des zones subsahariennes, d'Asie, d'Amérique du Sud, à l'exception du Brésil et du Venezuela, et aussi des pays d'Europe centrale et orientale ainsi que des Grecs, a été « compensée » par la présence en nombre des Occupy Wall Street et des QuébecoisEs, le Printemps érable rejoignant le Printemps arabe.

Un foisonnement d'ateliers riches et variés

Au total, 962 ateliers autogérés ont été proposés sur tout le campus de l'université El Manar. Les débats de qualité se sont déroulés dans une bonne ambiance. Outre les questions liées au Maghreb et aux révolutions dans les pays arabes, les thématiques sur l'écologie se sont renforcées avec un espace permanent dédié à l'analyse des causes, des impacts du changement climatique et des luttes pour y faire face. Dans le contexte actuel, la question de la dette a également été très présente. L'accord en discussion (Aleca) entre l'UE et les pays de la zone méditerranéenne mérite d'ailleurs toute notre attention et notre mobilisation.

Des tensions ? Il y en a eu. Autour des sujets comme le peuple sahraoui ou la Syrie, thèmes qui divisent les gauches arabes à l'inverse d'une majorité des gauches européennes sur le soutien ou non du régime de Bachar al-Assad. Mais elles étaient marginales car le processus révolutionnaire tunisien s'est invité dans presque tous les débats, porté notamment par une jeunesse avide de confronter les expériences.

Meeting du Front populaire pendant le FSM (Alain Marcu)

Perspectives altermondialistes

Il est encore difficile de dire quel impact ce FSM aura à plus long terme sur le processus révolutionnaire tunisien mais de nombreuses grèves sectorielles se sont déroulées durant le mois d'avril et certaines ont commencé dès le lendemain du FSM !

L'impact du processus révolutionnaire tunisien sur le FSM a été quant à lui déterminant. La crainte de voir la dynamique des FSM retomber et s'essouffler a été démentie par le succès de cette 12e édition qui marque le retour en force du Forum social mondial sur la scène politique internationale. De ce point de vue, le FSM a rempli son objectif : faire la jonction avec les révolutions en cours.

Cela se reflète dans la déclaration finale de l'assemblée des mouvements sociaux. Elle dénonce l'austérité et les dettes illégitimes et odieuses, les traités néolibéraux et l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, ce qui est traditionnel, mais elle affirme aussi un vif soutien aux processus en cours au Maghreb-Machrek et aux mobilisations contre les prédations des ressources naturelles et pour l'autonomie énergétique et alimentaire.

La dynamique créée par ce FSM va se poursuivre. Les forums thématiques vont prendre le relais, comme le forum subversif organisé à Zagreb, ce mois-ci, celui sur les énergies renouvelables au Brésil en 2014, ou ceux envisagés sur la jeunesse ou les migrations. Le prochain FSM aura-t-il lieu en Inde, au Mexique, au Brésil, au Québec ou à nouveau en Tunisie ? Le conseil international doit en débattre, nous en saurons davantage dans six mois.

En Europe, l'espace qu'était le Forum social européen a disparu, et en pleine crise européenne, il fait cruellement défaut. Ce constat nous amène à devoir repenser la structuration des forums sociaux, leurs liens « horizontaux » entre mouvements sociaux, société civile et la place des organisations politiques, mais aussi leur capacité à être des lieux d'impulsion réelle pour des mobilisations nationales et transnationales, prenant appui sur des victoires dans les luttes ou sur des basculements en cours et venant par là même les renforcer.

Au sein du regroupement des forces « Tous Ensemble – *Trait d'Union* », nous devons mener un travail commun et nous organiser pour participer conjointement à la construction et la réussite d'échéances de portée européenne. Une occasion s'offre à nous et ce très rapidement, il s'agit de l'Alter-Sommet, prévu à Athènes les 7 et 8 juin. Le réseau qui le prépare travaille non seulement à l'organisation de l'événement, mais aussi à créer les conditions pour que ce dernier débouche sur de nouvelles perspectives. Ainsi a été rédigé un Mémorandum des peuples qui cible les *« revendications communes et urgentes pour une Europe démocratique, sociale, écologiste et féministe »*. Ce texte devrait être adopté par le réseau et présenté à Athènes, pouvant devenir la base programmatique du mouvement social européen. Cela serait un pas en avant important pour l'ensemble des mouvements sociaux européens de se doter d'une plateforme commune.

Roland Mérieux (Les Alternatifs),
Flavia Verri (Gauche anticapitaliste)

Écho

Compte-rendu de la réunion du 20 avril

Une réunion du processus de rapprochement engagé par les Alternatifs, C&A, la Fase, la GA, GU et R&S s'est tenue samedi 20 avril à Paris.

Une quarantaine de camarades, membres de ces composantes ou 'non-encartéEs', ont ainsi travaillé à la convergence des points de vue sur la stratégie et le projet du regroupement et à approfondir les vérifications politiques.

Le matin s'est déroulée, en séance plénière, une discussion riche sur la situation politique et les tâches qui en découlent pour le Front de gauche comme pour notre regroupement. Nos différentes composantes appréhendent de manière similaire la violence des crises sociale et écologique auxquelles s'ajoute désormais une crise politique d'ampleur. Dans un contexte où les menaces réactionnaires s'accumulent, la réussite de la manifestation du 5 mai comme réponse unitaire sur le terrain social et démocratique prend un relief particulier. Nous faisons ensemble le constat des difficultés. Notamment que le Fdg n'est pas encore suffisamment ce qu'il doit devenir, un instrument pour créer une alternative politique de gauche dans ce pays. Un constat qui nous engage donc à redoubler d'efforts pour la construction, l'enracinement social, l'élargissement à d'autres forces de gauches et écologistes et le développement du Fdg et de ses campagnes.

L'après-midi, cinq groupes de travail se sont réunis, sur la situation politique et le Fdg, la crise européenne et les luttes, les questions écologiques et l'appropriation sociale, mais aussi sur les municipales ou le mouvement politique à construire. Ils avaient pour fonction de contribuer à un texte de fond qui pourra être un jalon supplémentaire dans nos débats et dans notre rapprochement. Ce travail confirme dès à présent des premiers accords politiques en vue de nouvelles étapes du processus. La réunion de travail du 20 avril a donc été utile, elle confirme la solidité et le sérieux du processus de rapprochement entamé pas nos différentes composantes et des militantEs non membres d'organisations politiques et appelle à approfondir de nombreux débats. Elle aura aussi permis de préciser le calendrier, notamment une prochaine réunion que nous souhaitons plus large, associant les expériences des différentes régions, et qui se tiendra le 15 juin.

Construire une alternative sociale, anticapitaliste et démocratique à la crise en Europe

Nous vivons une période de crise structurelle, institutionnelle et sociale, dont la résolution ou la poursuite dépendra du rapport de forces et de l'hégémonie idéologique.il s'agit d'une période à haut risque dans laquelle le capital tente d'imposer un modèle de société autoritaire.

Le capital pour assurer sa domination sur l'économie mondiale a besoin de plus en plus de guerres et de conflits pour obtenir le contrôle des ressources stratégiques comme une forme d'impérialisme pour trouver un moyen de sortir de la crise à son avantage.

Dans cette conjoncture, il est fondamental d'avancer sur la socialisation et la démocratisation des rapports de production au niveau mondial, l'exemple latino-américain, avec toutes ses contradictions, montre la bonne direction : une réorganisation de l'économie au service des besoins humains, la coopération régionale et l'intégration régionale comme une alternative à l'impérialisme et une démocratisation des structures politiques qui accroissent l'influence des majorités opprimées et exploitées. C'est pour cela qu'ils attaquent le Venezuela, l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba), la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Célac) et Cuba, en plus de vouloir contrôler le pétrole et les autres intérêts géopolitiques dans la région.

Pour construire une Europe sur des bases sociales et démocratiques, modèle totalement incompatible avec l'actuel basé sur une intégration antidémocratique et néolibérale, il faut opposer un projet d'intégration démocratique, social et coopératif. Le mouvement 15M en Espagne, les marées citoyennes en défense de la santé, de l'éducation, les grandes manifestations au Portugal, en France, la lutte des peuples grec et chypriote dans la rue et d'autres noyaux de résistance qui se développent en opposition à l'austérité peuvent construire une alternative présentant une intégration coopérative avec des échanges planifiés et un système monétaire et financier contrôlé démocratiquement. Pour cela il est indispensable de se battre, de renverser l'Europe actuelle de l'euro.

Ces objectifs passent par la transformation de la mobilisation déjà existante en organisation, de la révolte en alternative et de l'alternative en pouvoir qui dispute l'hégémonie au capital et va jusqu'à la rébellion démocratique de la majorité sociale et qui se concrétise, en nouant les alliances sociales capables de trouver une solution à la crise, qui peut être exprimée par « sauver le peuple et les services publics, pas les banques. » La lutte doit être au niveau national et européen pour développer la convergence, avec tous les moyens à notre disposition. Le défi consiste à démontrer que cette alternative est possible, basée sur un programme accepté par la majorité : pour la défense de l'emploi public, l'audit de la dette et le rejet de sa partie illégitime, la défense de l'éthique publique et l'expulsion des corrompus des institutions. Il est essentiel de réformer les constitutions européennes pour qu'elles privilégient les dépenses publiques pour les retraites, le chômage et les services publics sur tout autre engagement. La défense des politiques d'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la réforme fiscale progressive et le renforcement de la lutte contre la fraude, la défense de la paix contre le recours à la guerre, la création d'un système bancaire public, la garantie du droit au logement doivent être nos axes de bataille.

Maïté Mola, vice-presidente du Parti de la gauche européenne

Gauche anticapitaliste
Courant unitaire pour l'écosocialisme
www.gauche-anticapitaliste.org

LA FASE
Fédération pour une alternative sociale et écologique
http://lafederation.org

AVEC LES communistes unitaires
www.communistesunitaires.net

République & Socialisme
www.republiqueetsocialisme.fr

convergences et alternative
COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE
http://convergencesetalternative.blogspot.fr

Solidarités Écologie Les alternatifs Féminisme Autogestion
www.alternatifs.org

gauche UNITAIRE
gauche-unitaire.fr